

La Défenseuse du Peuple contre le texte de la Conférence épiscopale de Bolivie



La Paz, 17 juin (RHC) La Défenseuse du Peuple de Bolivie, Nadia Cruz, a réfuté aujourd'hui le rapport présenté mardi dernier par la Conférence épiscopale (CEB) sur son rôle dans la crise sociopolitique du pays en 2019.

'Ce document de la CEB humilie la dignité des morts qui ont été massacrés sous le gouvernement de facto de Jeanine Áñez entre octobre de la même année et janvier 2020', a déclaré la responsable du respect des droits de l'homme.

Les institutions de l'Église catholique n'étaient pas aux côtés du peuple pendant cette période de lutte pour le rétablissement de la démocratie dans les rues, a souligné Cruz dans des déclarations à Bolivia Tv.

'Nous allons faire connaître au pape François ce que la nation a vécu pendant cette période difficile de 2019, nous avons effectué les démarches avec le ministère des Affaires Étrangères', a-t-elle précisé.

Le mensonge engendre l'injustice. Cher pontife, la CEB ment et humilie la dignité et la mémoire de 20 hommes massacrés à Sacaba (Cochabamba) et Senkata (El Alto), a révélé la veille la défenseuse sur son compte Twitter.

Elle a rendu responsable le régime de facto, policiers et militaires, qui 'à titre de nous donner la paix, n'ont donné que la mort. La CEB n'a pas fait grand-chose pour ce Peuple', a-t-il dénoncé.

Cet organisme de défense des droits de l'homme est préoccupé par le fait qu'ils prétendent donner l'impression que les pertes en vies humaines dans le conflit postélectoral sont le résultat d'"affrontements" entre citoyens, a-t-elle ensuite déclaré lors d'une conférence de presse.

Nous avons vérifié que ces personnes tuées étaient des civils et que leur assassinat était le fait de forces étatiques et paraétatiques, a-t-elle ajouté.

Le Secrétariat général de la COB a diffusé le 'Rapport- Mémoire des Faits du Processus de Pacification en Bolivie', où il a affirmé que son engagement 'est avec le peuple bolivien, avec la paix et avec la construction d'un meilleur pays', texte qu'il a remis au Saint-Père.

Plusieurs personnalités ont immédiatement critiqué le texte, dont l'ancien président de la Chambre des députés Victor Borda, qui a souligné que l'Église catholique, dans son rôle de médiateur dans les conflits causés par le coup d'État, a convoqué des 'néolibéraux fascistes' pour définir une succession non légale.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/261086-la-defenseuse-du-peuple-contre-le-texte-de-la-conference-episcopale-de-bolivie>



Radio Habana Cuba